



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5903

Projet de loi

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Date de dépôt : 09-07-2008

Date de l'avis du Conseil d'État : 11-11-2008

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
16-03-2009	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
09-07-2008	Déposé	5903/00	<u>6</u>
01-07-2008	Avis de la Chambre des Employés Privés (1.7.2008)	5903/01	<u>34</u>
30-07-2008	Avis de la Chambre de Commerce sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règleme [...]	5903/02	<u>39</u>
04-09-2008	Avis de la Chambre des Métiers (4.9.2008)	5903/03	<u>42</u>
19-09-2008	Avis de la Chambre de Travail sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlemen [...]	5903/04	<u>45</u>
21-10-2008	Avis de la Chambre d'Agriculture sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règle [...]	5903/05	<u>48</u>
11-11-2008	Avis du Conseil d'Etat (11.11.2008)	5903/06	<u>51</u>
15-01-2009	Rapport de commission(s) : Commission de l'Environnement Rapporteur(s) :	5903/07	<u>56</u>
03-03-2009	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (03-03-2009) Evacué par dispense du second vote (03-03-2009)	5903/08	<u>65</u>
31-12-2009	Publié au Mémorial A n°53 en page 700	5903	<u>68</u>

Résumé

5903 : résumé

Le présent projet de loi porte :

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE ;
- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants ;
- modification de la législation commodo/incommodo.

Le règlement CE précité vise à améliorer l'accès du public à l'information en matière d'environnement et partant à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution. Il crée, au niveau de l'UE, un registre des rejets et transferts de polluants, dénommé PRTR sous forme d'une base de données électronique accessible au public. Cette base de données répond aux exigences posées par le Protocole à la Commission des Nations unies pour l'Europe sur les registres des rejets et transferts de polluants. Il s'agit du premier accord multilatéral juridiquement contraignant, en dehors des frontières de l'UE, concernant les registres des rejets et transferts de polluants. Il vise l'établissement, dans chaque pays membre, de registres cohérents, intégrés et accessibles au public concernant les rejets et transferts de polluants à l'échelle mondiale.

Les informations contenues dans le PRTR portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils et résulte d'activités déterminées. Le registre concerne également les rejets de polluants provenant de sources diffuses. Les activités concernées recouvrent en particulier celles qui figurent dans la directive 96/61/CE dite IPPC. Il s'agit notamment des activités qui résultent du fonctionnement des centrales thermiques, des industries extractives et métallurgiques, des usines chimiques, des industries du papier et du bois, ou encore des installations de traitement des déchets et des eaux usées. Quant aux substances concernées, le registre couvre les gaz à effet de serre, les polluants responsables des pluies acides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les métaux lourds et certaines substances cancérigènes comme les dioxines.

La base de données du PRTR est alimentée de manière régulière avec les informations collectées au niveau national par les Etats membres et transmises à la Commission, à l'exception des informations confidentielles. Ces informations sont tout d'abord notifiées à l'autorité nationale compétente par les opérateurs qui exercent des activités entraînant des rejets ou des transferts de substances qui dépassent certains seuils. La Commission, assistée par l'Agence européenne de l'environnement, met les informations de cette base de données à la disposition du public en assurant leur diffusion sur Internet dans un certain délai. Le PRTR européen comprend des liens notamment vers les bases de données constituées par les PRTR nationaux des Etats membres. Le règlement prévoit la possibilité pour le public de participer à l'extension du registre et à sa modification.

En vue d'éviter la coexistence de deux registres, à savoir l'inventaire IPPC et le registre PRTR – qui d'ailleurs couvre entre autre les installations IPPC – et compte tenu du souci d'assurer un enregistrement et une publicité des émissions en provenance des installations IPPC à travers le seul registre PRTR, les dispositions correspondantes de la directive IPPC ont été abrogées.

Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement CE. Ledit règlement grand-ducal s'est limité à déterminer les autorités compétentes en la matière. Il est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement de 2006. Outre l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi qu'à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées. Finalement, le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en en précisant les modalités de mise en oeuvre.

5903/00

N° 5903

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

- a) **concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) **portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) **modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

*(Dépôt: le 9.7.2008)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (27.6.2008)	2
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs	3
4) Commentaire des articles	5
5) Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE	6
6) Règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil	7

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de l'Environnement est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Château de Berg, le 27 juin 2008

Le Ministre de l'Environnement,

Lucien LUX

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Aux fins d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE,

- les ministres chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement précité sont les membres du Gouvernement ayant respectivement l'environnement et la gestion de l'eau dans leurs attributions,
- l'Administration de l'environnement est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement précité et tout particulièrement en relation avec les articles 7, 9, 15 et 16 dudit règlement,
- l'Administration de la gestion de l'eau est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement précité en relation avec l'article 9 dudit règlement pour ce qui est des rejets dans l'eau.

Art. 2. 1. Il est créé un registre national des rejets et des transferts de polluants. L'Administration de l'environnement est chargée d'exploiter et de gérer le registre qui

- est mis à la disposition du public par une diffusion gratuite sur internet,
- comporte un lien avec le registre européen des rejets et des transferts de polluants.

2. La première année de référence pour les données à fournir en vertu du règlement (CE) No 166/2006 dont question à l'article 1er est l'année 2007.

Pour la première année de référence, les exploitants sont tenus de fournir les données requises avant le 1er mars 2009. Pour toutes les années de référence suivantes, les exploitants sont tenus de fournir les données requises avant le 1er juillet de l'année qui suit l'année de référence respective.

3. Les données sont transmises à l'Administration de l'environnement. Les données concernant les rejets dans les eaux sont simultanément transmises à l'Administration de la gestion de l'eau, qui procède à une évaluation desdites données et informe l'Administration de l'environnement des résultats de l'évaluation.

4. Les conditions, modalités et formats de fourniture de données par les exploitants peuvent être précisés par règlement grand-ducal.

Art. 3. Seront punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement les infractions aux dispositions des articles 5, 6 et 9 du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE.

Art. 4. A l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, la deuxième phrase de l'alinéa 2 est supprimée.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi porte

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE;
- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants;
- modification de la législation commodo/incommodo.

Le règlement CE précité vise à améliorer l'accès du public à l'information en matière d'environnement et partant à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution.

Il crée, au niveau de l'Union européenne, un registre des rejets et transferts de polluants, dénommé „PRTR“ sous forme d'une base de données électronique accessible au public. Cette base de données répond aux exigences posées par le Protocole à la Commission des Nations unies pour l'Europe sur les registres des rejets et transferts de polluants que la Communauté a signé en mai 2003 et tel qu'il a été approuvé par la loi du 2 décembre 2005 et ratifié le 7 février 2006. Il s'agit du premier accord multilatéral juridiquement contraignant, en dehors des frontières de l'UE, concernant les registres des rejets et transferts de polluants. Il vise l'établissement, dans chaque pays membre, de registres cohérents, intégrés et accessibles au public concernant les rejets et transferts de polluants à l'échelle mondiale.

Le registre européen concerne plus de substances que le protocole, ceci pour tenir compte de la législation communautaire existant dans les domaines de l'eau et des polluants organiques persistants. Les délais prévus par le règlement pour la notification des informations sont plus courts que ceux fixés dans le protocole.

*

CHAMP D'APPLICATION DU PRTR

Les informations contenues dans ce registre portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils et résulte d'activités déterminées. Le registre concerne également les rejets de polluants provenant de sources diffuses.

Les activités concernées sont regroupées dans l'annexe I. Elles recouvrent en particulier celles qui figurent dans la directive 96/61/CE dite „IPPC“. Il s'agit notamment des activités qui résultent du fonctionnement des centrales thermiques, des industries extractives et métallurgiques, des usines chimiques, des industries du papier et du bois, ou encore des installations de traitement des déchets et des eaux usées.

L'annexe II énumère les substances concernées. Parmi ces déchets et polluants, le registre couvre les gaz à effet de serre, les polluants responsables des pluies acides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les métaux lourds et certaines substances cancérigènes comme les dioxines.

*

FONCTIONNEMENT DU PRTR

La base de données est alimentée de manière régulière avec les informations collectées au niveau national par les Etats membres et transmises à la Commission, à l'exception des informations confidentielles.

Ces informations sont tout d'abord notifiées à l'autorité nationale compétente par les opérateurs qui exercent une ou plusieurs activités mentionnées à l'annexe I, lorsque ces activités entraînent des rejets ou des transferts de substances qui dépassent certains seuils. Le cas échéant, des informations doivent être réunies sur les rejets provenant de sources diffuses.

La Commission, assistée par l'Agence européenne de l'environnement, met les informations de cette base de données à la disposition du public en assurant leur diffusion sur Internet dans un certain délai.

Le PRTR européen comprend des liens notamment vers les bases de données constituées par les PRTR nationaux des Etats membres.

Le règlement prévoit la possibilité pour le public de participer à l'extension du registre et à sa modification.

*

MODALITES DU REGISTRE PRTR

Le PRTR européen remplace le registre européen de polluants, dénommé „EPER“ qui avait été créé par la décision 2000/479/CE de la Commission et qui était devenu opérationnel après son inauguration le 23 février 2004. Le protocole CEE-ONU et le PRTR européen, tout en suivant la structure du registre „EPER“, vont plus loin, car ils portent sur des informations qui concernent un plus grand nombre de polluants et d'activités ainsi que la notification des rejets dans le sol, des rejets de sources diffuses et des transferts hors des sites.

Le registre „EPER“ avait été établi en application de la directive 96/61/CE, dite „IPPC“, qui prévoyait en son article 15 que la Commission publie tous les trois ans un inventaire des principales émissions et sources responsables, ceci sur la base des éléments transmis par les Etats membres.

En vue d'éviter la coexistence de deux registres, à savoir l'inventaire IPPC et le registre PRTR – qui d'ailleurs couvre entre autre les installations IPPC – et compte tenu du souci d'assurer un enregistrement et une publicité des émissions en provenance des installations IPPC à travers le seul registre PRTR, les dispositions correspondantes de la directive IPPC ont été abrogées.

*

PROJET DE LOI

Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement CE. Ledit règlement grand-ducal s'est limité à déterminer les autorités compétentes en la matière.

Il est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement de 2006.

Dans son avis du 4 juillet 2006 sur le projet de règlement grand-ducal qui a donné lieu à la réglementation de 2006 (doc. parl. 5566, sess. ord. 2005-2006), le Conseil d'Etat avait émis les réserves les plus formelles à l'endroit de la base habilitante c.-à-d. la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements CE dans les matières dites „techniques“, dans la mesure où ladite loi ne vise pas la matière écologique et d'environnement et avait relevé que les amendes proposées, vu l'article 14 de la Constitution, ne sauraient intervenir que dans le cadre d'un projet de loi auquel la Haute Corporation pouvait marquer d'ores et déjà son accord.

La Conférence des Présidents de la Chambre des Députés avait repris à son compte l'argumentation du Conseil d'Etat.

Outre l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à

disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi qu' à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées.

Finalement, le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en précisant les modalités de mise en œuvre.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

L'objectif de l'article est de préciser les ministres compétents chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement CE. L'Administration de l'environnement et l'Administration de la gestion de l'eau sont les administrations chargées d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement, notamment pour ce qui est

- de la fourniture des données par les exploitants
- de l'évaluation de la qualité des données fournies par ces derniers
- de la notification des données à soumettre à la Commission
- de la sensibilisation du public.

C'est l'Administration de l'environnement qui est en charge de la notification des données à la Commission européenne.

Ad article 2

La création d'un registre national répond à l'obligation contractée par le Luxembourg dans le cadre du Protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et des transferts de polluants – tel qu'il a été signé à KIEV le 21 mai 2003 et tel qu'il a fait l'objet de la loi d'approbation du 2 décembre 2005 – et permet l'application appropriée du règlement CE d'exécution dudit Protocole. En effet, ce règlement prévoit que le PRTR européen comprend des liens vers notamment les PRTR des Etats membres.

C'est l'Administration de l'environnement qui est en charge de l'exploitation et de la gestion dudit registre; une coopération étroite entre ladite administration et l'Administration de la gestion de l'eau est prévue pour ce qui est des rejets dans l'eau.

L'article précise que les conditions, modalités et formats de fourniture de données par les exploitants peuvent être précisés par règlement grand-ducal. Il détermine notamment – tel que c'est prévu par le règlement CE dans son article 7, paragraphe 1 – le calendrier de transmission des données par les exploitants aux administrations compétentes.

Ad article 3

L'article énumère les articles du règlement CE dont la violation est susceptible de sanctions pénales.

C'est ainsi qu'est visé l'article 5 relatif aux conditions et modalités de notification des données par les exploitants. Il en va de même de l'article 6.

C'est également qu'est visé l'article 9 qui a trait à la garantie par l'exploitant des informations qu'il fournit.

Ad article 4

L'objectif inhérent à cet article est d'éviter la coexistence de deux registres, alors que les dispositions correspondantes de la directive IPPC – telles que supprimées par le règlement CE – ont trait au registre „EPER“ auquel s'est substitué le registre PRTR en tant que base de données unique et intégrée en la matière.

*

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL
abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1990 relative aux établissements classés;

Vu le règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE;

Vu les avis de la Chambre des Métiers, de la Chambre de Commerce, de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre des Employés privés, de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics et de la Chambre de Travail;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE est abrogé.

Art. 2. Notre Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 a exécuté le règlement CE No 166/2006, dit „RPTR“.

Le projet de loi portant

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE;
- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants;
- modification de la législation commodo/incommodo notamment précise certaines modalités d'application et la sanction du règlement PRTR.

Il y a donc lieu d'abroger le règlement grand-ducal de 2006, qui s'est limité à déterminer les compétences en la matière, sans fixer des sanctions pénales applicables aux violations des dispositions du règlement PRTR, alors que ledit règlement impose aux Etats membres de préciser les sanctions.

*

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

**REGLEMENT (CE) No 166/2006 DU PARLEMENT EUROPEEN
ET DU CONSEIL
du 18 janvier 2006
concernant la création d'un registre européen des rejets et des
transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE
et 96/61/CE du Conseil**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LE PARLEMENT EUROPEEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,
vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 175, paragraphe 1,
vu la proposition de la Commission,
vu l'avis du Comité économique et social européen¹,
après consultation du Comité des régions,
statuant conformément à la procédure prévue à l'article 251 du traité²,
considérant ce qui suit:

(1) Le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement adopté par la décision No 1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil³ vise à contribuer à ce que le citoyen dispose d'informations facilement accessibles sur l'état et les tendances de l'environnement par rapport aux tendances économiques, sociales ou en matière de santé, et à accroître d'une manière générale la sensibilisation à l'environnement.

(2) La convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ci-après dénommée „convention d'Aarhus“), signée par la Communauté européenne le 25 juin 1998, reconnaît qu'un meilleur accès à l'information environnementale et la diffusion de cette information contribuent à sensibiliser davantage le public aux problèmes environnementaux, à lui permettre d'exprimer librement son point de vue et de participer plus efficacement au processus décisionnel en matière d'environnement, et contribuent, à terme, à un meilleur environnement.

(3) Les registres des rejets et des transferts de polluants (ci-après dénommés „PRTR“) constituent un outil d'un bon rapport coût-efficacité pour promouvoir l'amélioration des performances environnementales et faciliter l'accès du public aux informations concernant les rejets de polluants et les transferts de polluants et de déchets hors des sites, ainsi que pour déterminer les tendances, mettre en évidence les progrès en matière de réduction de la pollution, s'assurer du respect de certains accords internationaux, définir des priorités et évaluer les progrès accomplis grâce aux politiques et aux programmes communautaires et nationaux dans le domaine de l'environnement.

(4) Un PRTR intégré et cohérent constitue pour le public, l'industrie, les scientifiques, les compagnies d'assurances, les autorités locales, les organisations non gouvernementales et les autres décideurs

1 Avis du 6 avril 2005 (non encore paru au Journal officiel).

2 Avis du Parlement européen du 6 juillet 2005 (non encore paru au Journal officiel) et décision du Conseil du 2 décembre 2005.

3 JO L 242 du 10.9.2002, p. 1.

une base de données fiable pour les comparaisons et les décisions ultérieures en matière d'environnement.

(5) Le 21 mai 2003, la Communauté européenne a signé le protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et des transferts de polluants (ci-après dénommé „protocole“). Les dispositions du droit communautaire devraient être mises en conformité avec celles du protocole en vue de la conclusion de ce dernier par la Communauté.

(6) Un registre européen des émissions de polluants (ci-après dénommé „EPER“) a été créé par la décision 2000/479/CE de la Commission⁴. Le protocole s'appuie sur les mêmes principes que l'EPER, mais va au-delà puisqu'il requiert des informations sur un plus grand nombre de polluants et d'activités, ainsi que la notification des rejets dans le sol, des rejets de sources diffuses et des transferts hors des sites.

(7) Les objectifs d'un PRTR européen ne sont réalisables qu'à la condition que les données soient fiables et comparables. Il convient donc d'harmoniser de façon appropriée la collecte des données et le système de transmission de l'information afin de garantir la qualité et la comparabilité des données. Conformément au protocole, le PRTR européen devrait être conçu de manière à faciliter au maximum l'accès du public par internet. Les rejets et transferts devraient être aisément identifiés sous différentes formes, agrégées ou non, de données, afin d'obtenir un maximum d'informations dans un délai raisonnable.

(8) Afin de promouvoir l'objectif visant à contribuer à ce que le citoyen dispose d'informations facilement accessibles sur l'état et les tendances de l'environnement, et à accroître d'une manière générale la sensibilisation à l'environnement, le PRTR européen devrait proposer des liens vers d'autres bases de données similaires dans les Etats membres, les Etats tiers et les organisations internationales.

(9) Conformément au protocole, le PRTR européen devrait également contenir des informations sur certaines opérations d'élimination des déchets qui devront être déclarées en tant que rejets dans le sol. Les opérations de valorisation telles que l'épandage de boue, de lisier et de fumier ne sont pas signalées sous cette catégorie.

(10) En vue d'atteindre l'objectif du PRTR européen consistant à fournir des informations fiables au public et à permettre la prise de décisions en connaissance de cause, il est nécessaire de prévoir des délais raisonnables, mais stricts, pour la collecte des données et la transmission des informations. Cela vaut en particulier pour les informations que les Etats membres doivent transmettre à la Commission.

(11) La notification des rejets des établissements industriels, sans être toujours cohérente, exhaustive et comparable, est une procédure bien rodée dans de nombreux Etats membres. Le cas échéant, il y a lieu d'améliorer la déclaration des rejets de sources diffuses afin de permettre aux décideurs de mieux replacer ces rejets dans leur contexte et de choisir la solution la plus efficace pour réduire la pollution.

(12) Les données communiquées par les Etats membres devraient être de haute qualité et notamment exhaustives, cohérentes et crédibles. Il sera extrêmement important que les opérateurs et les Etats membres coordonnent leurs efforts pour améliorer la qualité des données communiquées. La Commission entamera donc des travaux, conjointement avec les Etats membres, sur l'assurance de la qualité.

(13) Conformément à la convention d'Aarhus, il convient que le public puisse avoir accès à l'information contenue dans le PRTR européen sans avoir à faire valoir un intérêt, principalement grâce à un accès électronique direct par internet au PRTR européen.

⁴ JO L 192 du 28.7.2000, p. 36.

(14) L'accès à l'information contenue dans le PRTR européen ne devrait faire l'objet d'aucune restriction, et les exceptions à cette règle ne devraient être possibles que si elles sont expressément prévues par la législation communautaire.

(15) Conformément à la convention d'Aarhus, la participation du public devrait être assurée lors de la mise en place du PRTR européen par la possibilité de soumettre, à un stade précoce, des observations, des informations, des analyses ou des avis pertinents pour le processus décisionnel. Les demandeurs devraient pouvoir introduire un recours administratif ou judiciaire contre les actes ou omissions d'une autorité publique en relation avec une demande.

(16) Afin d'accroître l'utilité et l'efficacité du PRTR européen, la Commission et les Etats membres devraient collaborer en élaborant conjointement des documents d'orientation pour faciliter la mise en oeuvre du PRTR européen, en sensibilisant l'opinion publique et en fournissant en temps utile l'assistance technique nécessaire.

(17) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires à la mise en oeuvre du présent règlement en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission⁵.

(18) Etant donné que l'objectif de l'action envisagée, à savoir faciliter l'accès du public à l'information en matière d'environnement par la mise en place d'une base de données électronique cohérente et intégrée à l'échelle de la Communauté, ne peut pas être réalisé de manière satisfaisante par les Etats membres en raison du haut degré d'harmonisation nécessaire pour assurer la comparabilité des données entre les Etats membres, et peut donc être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut adopter des mesures conformément au principe de subsidiarité énoncé à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'ex-cède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

(19) Afin de simplifier et de rationaliser les exigences en matière de notification, il y a lieu de modifier la directive 91/689/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux⁶ et la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution⁷.

(20) Le PRTR européen a pour but, entre autres, d'informer le public sur des émissions importantes de polluants résultant en particulier d'activités visées par la directive 96/61/CE. Par conséquent, sur la base du présent règlement, le public devrait être informé sur les émissions d'installations visées par l'annexe I de ladite directive.

(21) Pour réduire la répétition des notifications, des systèmes de registre des rejets et des transferts de polluants peuvent, conformément au protocole, être intégrés, dans la mesure du possible, dans les sources d'information existantes comme les mécanismes de notification en place dans le cadre des licences ou permis d'exploitation. Conformément au protocole, les dispositions du présent règlement ne devraient pas porter atteinte au droit des Etats membres de maintenir ou d'établir un registre des rejets et des transferts de polluants plus exhaustif et davantage accessible au public que celui qu'impose le protocole,

ONT ARRETE LE PRESENT REGLEMENT:

Article premier

Objet

Le présent règlement instaure un registre intégré des rejets et des transferts de polluants au niveau communautaire (ci-après dénommé „PRTR européen“) sous la forme d'une base de données électro-

5 JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

6 JO L 377 du 31.12.1991, p. 20. Directive modifiée par la directive 94/31/CE (JO L 168 du 2.7.1994, p. 28).

7 JO L 257 du 10.10.1996, p. 26. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) No 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil (JO L 284 du 31.10.2003, p. 1).

nique accessible au public, et définit les règles relatives à son fonctionnement, afin de mettre en oeuvre le protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et des transferts de polluants (ci-après dénommé „protocole“), tout en facilitant la participation du public au processus décisionnel en matière environnementale et en contribuant à la prévention et à la réduction de la pollution de l'environnement.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- 1) „public“, une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou aux pratiques nationales, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes;
- 2) „autorité compétente“, l'autorité ou les autorités nationales ou tout (tous) autre(s) organisme(s) compétent(s) désigné(s) par les Etats membres;
- 3) „installation“, une unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe I ainsi que toute autre activité y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution;
- 4) „établissement“, une ou plusieurs installations érigées sur le même site et exploitées par la même personne physique ou morale;
- 5) „site“, la localisation géographique de l'établissement;
- 6) „exploitant“, toute personne physique ou morale qui exploite ou détient l'établissement ou, si cela est prévu par la législation nationale, qui s'est vu déléguer à l'égard de ce fonctionnement technique un pouvoir économique déterminant;
- 7) „année de référence“, l'année civile pour laquelle sont requises les données concernant les rejets de polluants et les transferts hors du site;
- 8) „substance“, tout élément chimique et ses composés, à l'exclusion des substances radioactives;
- 9) „polluant“, une substance ou un groupe de substances qui peuvent être dangereuses pour l'environnement ou la santé de l'homme en raison de ses propriétés et de son introduction dans l'environnement;
- 10) „rejet“, toute introduction de polluants dans l'environnement, résultant d'une activité humaine, qu'elle soit délibérée ou accidentelle et qu'elle ait un caractère régulier ou non, notamment tout déversement, émission, écoulement, injection, évacuation ou mise en décharge, ou par le biais des réseaux d'égouts et sans traitement final des eaux usées;
- 11) „transfert hors du site“, l'enlèvement hors des limites d'un établissement de déchets à des fins de valorisation ou d'élimination, ainsi que de polluants présents dans les eaux usées destinées à être traités;
- 12) „sources diffuses“, les multiples sources de petite taille ou disséminées à partir desquelles peuvent être rejetés dans le sol, dans l'air ou dans l'eau des polluants dont l'effet combiné sur ces milieux peut être important, et pour lesquelles il est matériellement difficile d'obtenir notification de chaque source individuelle;
- 13) „déchet“, toute substance ou tout objet tel que défini à l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975 relative aux déchets⁸;
- 14) „déchet dangereux“, toute substance ou tout objet tel que défini à l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE;
- 15) „eaux usées“, les eaux urbaines résiduaires, les eaux usées ménagères et industrielles telles que définies à l'article 2, paragraphes 1, 2 et 3, de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires⁹ et toute autre eau usée qui, en raison

⁸ JO L 194 du 25.7.1975, p. 39. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) No 1882/2003.

⁹ JO L 135 du 30.5.1991, p. 40. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) No 1882/2003.

des substances ou des objets qu'elle contient, est soumise à une réglementation en droit communautaire;

- 16) „élimination“, toute opération énumérée à l'annexe II, partie A, de la directive 75/442/CEE;
- 17) „valorisation“, toute opération énumérée à l'annexe II, partie B, de la directive 75/442/CEE.

Article 3

Contenu du PRTR européen

Le PRTR européen contient des informations sur:

- a) les rejets des polluants visés à l'article 5, paragraphe 1, point a), qui sont soumis à notification par les exploitants des établissements dans lesquels se déroulent les activités énumérées à l'annexe I;
- b) les transferts hors du site des déchets visés à l'article 5, paragraphe 1, point b), et des polluants présents dans les eaux usées, visés à l'article 5, paragraphe 1, point c), qui sont soumis à notification par les exploitants des établissements dans lesquels se déroulent les activités énumérées à l'annexe I;
- c) les rejets de polluants provenant de sources diffuses visées à l'article 8, paragraphe 1, lorsqu'elles sont disponibles.

Article 4

Conception et structure

1. La Commission publie le PRTR européen en présentant les données sous forme agrégée ou non, de manière à permettre la recherche et l'identification des rejets et des transferts par:
 - a) établissement, y compris, le cas échéant, la société mère, et localisation géographique correspondante, y compris le bassin hydrographique;
 - b) activité;
 - c) survenance au niveau national ou communautaire;
 - d) polluant ou déchet, selon le cas;
 - e) tout milieu récepteur de l'environnement (air, eau, sol) dans lequel le polluant est rejeté;
 - f) transfert hors du site de déchets et leur destination, le cas échéant;
 - g) transfert hors du site de polluants dans les eaux usées;
 - h) sources diffuses;
 - i) propriétaire ou exploitant de l'établissement.
2. Le PRTR européen est conçu de façon à faciliter au maximum l'accès du public à l'information, qui dans des conditions normales d'exploitation, doit être constamment et facilement accessible sur internet et par d'autres moyens électroniques. La conception du registre tient compte de la possibilité de son extension ultérieure et de la nécessité de conserver toutes les données communiquées les années précédentes, en remontant au moins jusqu'aux dix dernières années.
3. Le PRTR européen comprend des liens vers les bases de données suivantes:
 - a) les PRTR nationaux des Etats membres;
 - b) d'autres bases de données pertinentes et accessibles au public sur des sujets en rapport avec les PRTR, notamment les PRTR nationaux d'autres parties au protocole, et si possible, ceux d'autres pays;
 - c) les sites internet des établissements, s'ils existent et si des liens sont offerts par les établissements.

Article 5

Notification par les exploitants

1. L'exploitant de tout établissement où se déroulent une ou plusieurs des activités énumérées à l'annexe I au-dessus des seuils de capacité applicables y spécifiés notifie chaque année à son autorité

compétente, en précisant si l'information fournie provient d'une mesure, d'un calcul ou d'une estimation, les quantités ci-après:

- a) les rejets dans l'air, dans l'eau et dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II, qui dépassent la valeur seuil applicable spécifiée à l'annexe II;
- b) les transferts hors du site de déchets dangereux en quantités excédant deux tonnes par an ou les transferts de déchets non dangereux en quantités supérieures à deux mille tonnes par an, pour toute opération de valorisation ou d'élimination, à l'exception des opérations d'élimination „traitement en milieu terrestre“ et „injection en profondeur“ visées à l'article 6, en indiquant par un „R“ ou un „D“ respectivement si les déchets sont destinés à la valorisation ou à l'élimination et en précisant, dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets dangereux, le nom et l'adresse de l'entreprise qui procède à la valorisation ou à l'élimination des déchets ainsi que ceux du site où les déchets sont effectivement valorisés ou éliminés;
- c) les transferts hors du site de tout polluant indiqué à l'annexe II, contenu dans les eaux usées destinées à être traitées, en quantités supérieures à la valeur seuil spécifiée à l'annexe II, colonne 1b.

L'exploitant de tout établissement où se déroulent une ou plusieurs des activités énumérées à l'annexe I au-dessus des seuils de capacité applicables y spécifiés communique à son autorité compétente les informations identifiant l'établissement conformément à l'annexe III, à moins que l'autorité compétente n'en dispose déjà.

S'il est précisé que les données fournies proviennent d'une mesure ou d'un calcul, il y a lieu d'indiquer la méthode d'analyse et/ou la méthode de calcul appliquée.

Les rejets visés à l'annexe II notifiés conformément au point a) du présent paragraphe comprennent tous les rejets de toutes les sources visées à l'annexe I sur le site de l'établissement.

2. Les informations visées au paragraphe 1 incluent les rejets et transferts résultant de toutes les activités, qu'elles soient délibérées ou accidentelles et qu'elles aient un caractère, régulier ou non.

Lorsqu'ils fournissent ces informations, les exploitants communiquent, lorsqu'elles sont disponibles, toutes données en relation avec des rejets accidentels.

3. L'exploitant de chaque établissement recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires pour déterminer les rejets et les transferts hors du site de l'établissement, qui sont soumis aux exigences de notification visées au paragraphe 1.

4. Lors de l'établissement du rapport, l'exploitant concerné utilise les meilleures informations disponibles, notamment des données de surveillance, des facteurs d'émission, des équations de bilan matière, une surveillance indirecte ou d'autres calculs, des appréciations techniques ou autres, conformément à l'article 9, paragraphe 1, et aux méthodes internationalement approuvées, s'il en existe.

5. L'exploitant de chaque établissement concerné conserve, à l'intention des autorités compétentes de l'Etat membre, les fichiers de données d'où ont été tirées les informations fournies, pendant cinq années à compter de la fin de la période de référence considérée. Ces fichiers décrivent également la méthode utilisée pour la collecte des données.

Article 6

Rejets dans le sol

Les déchets qui sont soumis aux opérations d'élimination „traitement en milieu terrestre“ ou „injection en profondeur“ énumérées à l'annexe II, partie A, de la directive 75/442/CEE sont déclarés en tant que rejets dans le sol uniquement par l'exploitant de l'établissement qui est à l'origine du déchet.

Article 7

Notification des données par les Etats membres

1. Les Etats membres fixent, eu égard aux exigences énoncées aux paragraphes 2 et 3, la date à laquelle les exploitants devront fournir à leur autorité compétente toutes les données visées à l'article 5, paragraphes 1 et 2, ainsi que les informations visées à l'article 5, paragraphes 3, 4 et 5.

2. Les Etats membres fournissent à la Commission, par transfert électronique, toutes les données visées à l'article 5, paragraphes 1 et 2, suivant le format indiqué à l'annexe III et conformément au calendrier suivant:

- a) pour la première année de référence, dans les dix-huit mois suivant la fin de l'année de référence;
- b) pour toutes les années de référence suivantes, dans les quinze mois suivant la fin de l'année de référence.

La première année de référence est l'année 2007.

3. La Commission, assistée par l'Agence européenne pour l'environnement, intègre les informations communiquées par les Etats membres dans le PRTR européen conformément au calendrier suivant:

- a) pour la première année de référence, dans les vingt et un mois suivant la fin de l'année de référence;
- b) pour toutes les années de référence suivantes, dans les seize mois suivant la fin de l'année de référence.

Article 8

Rejets de sources diffuses

1. La Commission, assistée par l'Agence européenne pour l'environnement, intègre dans le PRTR européen les informations sur les rejets de sources diffuses, lorsque ces informations existent et ont déjà été notifiées par les Etats membres.

2. Les informations visées au paragraphe I sont organisées de manière à permettre aux utilisateurs de rechercher et d'identifier des rejets de polluants provenant de sources diffuses selon une méthode de répartition géographique adéquate, et comprennent des informations concernant le type de méthodologie utilisé pour obtenir les informations.

3. Si la Commission constate qu'il n'existe pas de données sur les rejets de sources diffuses, elle prend des mesures pour entreprendre la déclaration des rejets de certains polluants en provenance d'une ou de plusieurs sources diffuses, conformément à la procédure visée à l'article 19, paragraphe 2, en se fondant, le cas échéant, sur des méthodologies internationalement reconnues.

Article 9

Assurance et évaluation de la qualité

1. L'exploitant de chaque établissement, soumis aux exigences de notification énoncées à l'article 5 garantit la qualité des informations qu'il fournit.

2. Les autorités compétentes évaluent la qualité des données fournies par les exploitants des établissements visés au paragraphe 1, en particulier sur les plans de l'exhaustivité, de la cohérence et de la crédibilité.

3. La Commission coordonne les travaux d'assurance de la qualité et d'évaluation de la qualité en concertation avec le comité visé à l'article 19, paragraphe 1.

4. La Commission peut adopter des lignes directrices pour la surveillance et la déclaration d'émissions conformément à la procédure visée à l'article 19, paragraphe 2. Ces lignes directrices sont conformes, le cas échéant, aux méthodologies internationalement reconnues et compatibles avec toute autre législation communautaire.

Article 10

Accès à l'information

1. La Commission, assistée par l'Agence européenne pour l'environnement, met le PRTR européen à la disposition du public en assurant la diffusion gratuite sur internet dans les délais prévus à l'article 7, paragraphe 3.

2. Lorsque les informations contenues dans le PRTR européen ne sont pas aisément consultables par le public par des moyens électroniques directs, l'Etat membre concerné et la Commission facilitent l'accès électronique au PRTR européen dans les lieux publics.

Article 11

Confidentialité

Lorsqu'un Etat membre garde des informations confidentielles conformément à l'article 4 de la directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement¹⁰, il indique dans son rapport, conformément à l'article 7, paragraphe 2, du présent règlement, pour l'année de référence concernée et séparément pour chaque établissement sollicitant la confidentialité, le type d'informations qui n'a pas été divulgué et les raisons pour lesquelles ces informations n'ont pas été divulguées.

Article 12

Participation du public

1. La Commission accorde au public des possibilités précoces et effectives de participer au développement ultérieur du PRTR européen, y compris le renforcement des capacités et l'élaboration de modifications du présent règlement.
2. Le public dispose d'un délai raisonnable pour présenter des observations, des informations, des analyses ou des avis pertinents.
3. La Commission tient dûment compte de ces contributions et informe le public des résultats de cette participation.

Article 13

Accès à la justice

L'accès à la justice dans des affaires concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement est assuré conformément à l'article 6 de la directive 2003/4/CE et, lorsque les institutions communautaires sont concernées, conformément aux articles 6, 7 et 8 du règlement (CE) No 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission¹¹.

Article 14

Document d'orientation

1. La Commission élabore un document d'orientation pour faciliter la mise en oeuvre du PRTR européen dès que possible, mais pas plus de quatre mois avant le début de la première année de référence et en concertation avec le comité visé à l'article 19, paragraphe 1.
2. Le document d'orientation de mise en oeuvre du PRTR européen aborde en particulier les points suivants:
 - a) les procédures de notification;
 - b) les données à notifier;
 - c) l'assurance et l'évaluation de la qualité;

¹⁰ JO L 41 du 14.2.2003, p. 26.

¹¹ JO L 145 du 31.5.2001, p. 43.

- d) le type de données non divulguées et les raisons pour lesquelles elles sont gardées confidentielles;
- e) les méthodes internationalement approuvées pour la détermination et l'analyse des rejets, et les méthodes d'échantillonnage;
- f) l'indication des sociétés mères;
- g) la codification des activités conformément à l'annexe I du présent règlement et de la directive 96/61/CE.

Article 15

Sensibilisation

La Commission et les Etats membres sensibilisent le public au PRTR européen et veillent à ce qu'il puisse disposer d'une assistance pour l'accès au PRTR européen et pour la compréhension et l'utilisation des informations qu'il contient.

Article 16

Informations supplémentaires à notifier par les Etats membres

1. Les Etats membres informent, dans un seul rapport qui s'appuie sur les informations communiquées pour les trois dernières années de référence et qui doit être présenté tous les trois ans en même temps que les données fournies conformément à l'article 7, la Commission des pratiques en vigueur et des mesures prises concernant les points suivants:
 - a) les exigences requises conformément à l'article 5;
 - b) l'assurance et l'évaluation de la qualité conformément à l'article 9;
 - c) l'accès à l'information conformément à l'article 10, paragraphe 2;
 - d) les activités de sensibilisation conformément à l'article 15;
 - e) la confidentialité des informations conformément à l'article 11;
 - f) les sanctions prévues conformément à l'article 20 et l'expérience de leur application.
2. Afin de faciliter la présentation par les Etats membres du rapport mentionné au paragraphe 1, la Commission présente une proposition de questionnaire qui est adoptée conformément à la procédure visée à l'article 19, paragraphe 2.

Article 17

Réexamen par la Commission

1. La Commission réexamine les informations fournies par les Etats membres conformément à l'article 7 et, après consultation avec les Etats membres, publie tous les trois ans un rapport basé sur les informations communiquées pour les trois dernières années de référence disponibles, dans un délai de six mois à partir de la présentation de ces informations sur internet.
2. Ce rapport est soumis au Parlement européen et au Conseil en même temps qu'une évaluation du fonctionnement du PRTR européen.

Article 18

Modification des annexes

Toute modification nécessaire pour adapter:

- a) les annexes II ou III du présent règlement au progrès scientifique et technique,
- ou

b) les annexes II et III du présent règlement à la suite de l'adoption, par la réunion des parties au protocole, de toute modification des annexes du protocole sont adoptées conformément à la procédure visée à l'article 19, paragraphe 2.

Article 19

Comitologie

1. La Commission est assistée par un comité.
2. Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, les articles 5 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.
La période prévue à l'article 5, paragraphe 6, de la décision 1999/468/CE est fixée à trois mois.

Article 20

Sanctions

1. Les Etats membres fixent les règles relatives aux sanctions applicables aux violations des dispositions du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en oeuvre de celles-ci. Les sanctions prévues doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives.
2. Les Etats membres notifient ces dispositions à la Commission au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent règlement et lui communiquent dans les meilleurs délais toute modification ultérieure les concernant.

Article 21

Modifications apportées aux directives 91/689/CEE et 96/61/CE

1. A l'article 8 de la directive 91/689/CEE, le paragraphe 3 est supprimé.
2. A l'article 15 de la directive 96/61/CE, le paragraphe 3 est supprimé.

Article 22

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

FAIT à Strasbourg, le 18 janvier 2006.

Par le Parlement européen,
Le Président,
J. BORRELL FONTELLES

Par le Conseil,
Le Président,
H. WINKLER

*

ANNEXE I

ACTIVITES

<i>No</i>	<i>Activité</i>	<i>Seuil de capacité</i>
1.	Secteur énergétique	
a)	Raffineries de pétrole et de gaz	* (1)
b)	Installations de gazéification et de liquéfaction	*
c)	Centrales thermiques et autres installations de combustion	avec apport thermique de 50 mégawatts (MW)
d)	Cokeries	*
e)	Broyeurs à charbon	d'une capacité d'une tonne par heure
f)	Installations pour la fabrication de produits à base de charbon et de combustibles non fumigènes solides	*
2.	Production et transformation des métaux	
a)	Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique; y compris de minerai sulfuré	*
b)	Installations destinées à la production de fonte ou d'acier (de première ou de seconde fusion), notamment en coulée continue	d'une capacité de 2,5 tonnes par heure
c)	Installations destinées à la transformation des métaux ferreux:	
i)	par laminage à chaud	d'une capacité de 20 tonnes d'acier brut par heure
ii)	par forgeage à l'aide de marteaux	avec une énergie de frappe de 50 kilojoules par marteau lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 MW
iii)	par application de couches protectrices de métal en fusion	avec une capacité de traitement de 2 tonnes d'acier brut par heure
d)	Fonderies de métaux ferreux	d'une capacité de production de 20 tonnes par jour
e)	Installations:	
i)	destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques	*
ii)	destinées à la fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux et notamment de produits de récupération (affinage, moulage en fonderie, etc.)	d'une capacité de fusion de 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou de 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux
f)	Installations de traitement de surface des métaux et des matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique	Lorsque le volume des cuves affectées au traitement est égal à 30 m ³
3.	Industrie minérale	
a)	Extraction souterraine et opérations connexes	*
b)	Extraction à ciel ouvert et exploitation en carrière	Lorsque la superficie du site où sont effectuées des opérations d'extraction est égale à 25 hectares

<i>No</i>	<i>Activité</i>	<i>Seuil de capacité</i>
c)	Installations destinées à la production:	
i)	de dinker (ciment) dans des fours rotatifs	d'une capacité de production de 500 tonnes par jour
ii)	de chaux dans des fours rotatifs	d'une capacité de production de 50 tonnes par jour
iii)	de clinker (ciment) ou de chaux dans d'autres types de fours	d'une capacité de production de 50 tonnes par jour
d)	Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante	*
e)	Installations destinées à la fabrication du verre, y compris de fibres de verre	d'une capacité de fusion de 20 tonnes par jour
f)	Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales	d'une capacité de fusion de 20 tonnes par jour
g)	Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques (simples ou réfractaires), de carrelages, de grès ou de porcelaines	d'une capacité de production de 75 tonnes par jour, ou d'une capacité de four de 4 m ³ et d'une densité d'enfournement de 300 kg/m ³ par four
4.	Industrie chimique	
a)	Installations chimiques destinées à la production industrielle de produits chimiques organiques de base tels que:	
i)	hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques)	
ii)	hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes	
iii)	hydrocarbures sulfurés	
iv)	hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates	
v)	hydrocarbures phosphorés	*
vi)	hydrocarbures halogénés	
vii)	composés organométalliques	
viii)	matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques et fibres à base de cellulose)	
ix)	caoutchoucs synthétiques	
x)	colorants et pigments	
xi)	tensioactifs et agents de surface	
b)	Installations chimiques destinées à la production industrielle de produits chimiques inorganiques de base tels que:	

No	Activité	Seuil de capacité
	i) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle	
	ii) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés	*
	iii) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium	
	iv) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent	
	v) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium	
	c) Installations chimiques destinées à la production industrielle d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés)	*
	d) Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle de produits phytosanitaires et de biocides	*
	e) Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication industrielle de produits pharmaceutiques de base	*
	f) Installations destinées à la fabrication industrielle d'explosifs et de produits pyrotechniques	*
5.	Gestion des déchets et des eaux usées	
	a) Installations pour la valorisation ou l'élimination des déchets dangereux	recevant 10 tonnes par jour
	b) Installations destinées à l'incinération des déchets non dangereux dans le cadre de la directive 2000/76/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets ⁽²⁾	d'une capacité de 3 tonnes par heure
	c) Installations destinées à l'élimination des déchets non dangereux	d'une capacité de 50 tonnes par jour
	d) Décharges, à l'exception des décharges de déchets inertes et des décharges qui ont été définitivement fermées avant le 16.7.2001 ou dont la phase de gestion après désaffectation requise par les autorités compétentes conformément à l'article 13 de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets ⁽³⁾ s'est achevée	recevant 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de 25.000 tonnes
	e) Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux	d'une capacité de traitement de 10 tonnes par jour
	f) Installations de traitement des eaux urbaines résiduaires	d'une capacité de 100.000 équivalents habitants

<i>No</i>	<i>Activité</i>	<i>Seuil de capacité</i>
	g) Installations autonomes de traitement des eaux industrielles usées provenant d'une ou de plusieurs des activités énumérées dans la présente annexe	d'une capacité de 10 000 m ³ ⁽⁴⁾ par jour
6.	Fabrication et transformation du papier et du bois	
	a) Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses	*
	b) Installations industrielles destinées à la fabrication de papier et de carton et d'autres produits dérivés du bois (tels que l'aggloméré, les panneaux de fibres de bois et le contreplaqué)	d'une capacité de production de 20 tonnes par jour
	c) Installations industrielles destinées à la conservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de substances chimiques	d'une capacité de production de 50 m ³ par jour
7.	Elevage intensif et aquaculture	
	a) Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs	i) disposant de 40.000 emplacements pour la volaille ii) disposant de 2.000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg) iii) disposant de 750 emplacements pour truies
	b) Aquaculture intensive	d'une capacité de production de 1.000 tonnes de poissons et de crustacés par an
8.	Produits d'origine animale ou végétale issus de l'industrie alimentaire et des boissons	
	a) Abattoirs	d'une capacité de production de 50 tonnes de carcasses par jour
	b) Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires et de boissons à partir de:	
	i) matières premières animales (autres que le lait)	d'une capacité de production de produits finis de 75 tonnes par jour
	ii) matières premières végétales	d'une capacité de production de produits finis de 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle)
	c) Traitement et transformation du lait	d'une capacité de traitement de 200 tonnes de lait par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)
9.	Autres activités	
	a) Usines destinées au prétraitement (opérations de lavage, de blanchiment, de mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles	d'une capacité de traitement de 10 tonnes par jour
	b) Tanneries	d'une capacité de traitement de 12 tonnes de produits finis par jour
	c) Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de revêtement, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation	d'une capacité de consommation de 150 kg par heure ou 200 tonnes par an

No	Activité	Seuil de capacité
d)	Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation	*
e)	Installations destinées à la construction, à la peinture ou au décapage de bateaux	avec une capacité d'accueil des bateaux de 100 m de long

(1) L'astérisque (*) indique qu'aucun seuil de capacité n'est applicable (tous les établissements sont soumis à notification).

(2) JO L 332 du 28.12.2000, p. 91.

(3) JO L 182 du 16.7.1999, p. 1. Directive modifiée par le règlement (CE) No 1882/2003.

(4) Le seuil de capacité est réévalué d'ici à 2010 au plus tard, à la lumière des résultats du premier cycle de rapports.

*

ANNEXE II

POLLUANTS (*)

No	Numéro CAS	Polluant ⁽¹⁾	Seuil de rejets (colonne 1)		
			dans l'air (colonne 1a) kg/an	dans l'eau (colonne 1b) kg/an	dans le sol (colonne 1c) kg/an
1	74-82-8	Méthane (CH ₄)	100.000	— ⁽²⁾	—
2	630-08-0	Monoxyde de carbone (CO)	500.000	—	—
3	124-38-9	Dioxyde de carbone (CO ₂)	100 millions	—	—
4		Hydrofluorocarbones (HFC) ⁽³⁾	100	—	—
5	10024-97-2	Oxyde nitreux (N ₂ O)	10.000	—	—
6	7664-41-7	Ammoniac (NH ₃)	10.000	—	—
7		Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	100.000	—	—
8		Oxydes d'azote (NO _x /NO ₂)	100.000	—	—
9		Perfluorocarbones (PFC) ⁽⁴⁾	100	—	—
10	2551-62-4	Hexafluorure de soufre (SF ₆)	50	—	—
11	.	Oxydes de soufre (SO _x /SO ₂)	150.000	—	—
12		Azote total	—	50.000	50.000
13	.	Phosphore total	—	5.000	5.000
14		Hydrochlorofluorocarbones (HCFC) ⁽⁵⁾	1	—	—
15		Chlorofluorocarbones (CFC) ⁽⁶⁾	1	—	—
16		Halons ⁽⁷⁾	1	—	—
17		Arsenic et composés (exprimés en tant que As) ⁽⁸⁾	20	5	5
18		Cadmium et composés (exprimés en tant que Cd) ⁽⁸⁾	10	5	5
19		Chrome et composés (exprimés en tant que Cr) ⁽⁸⁾	100	50	50

No	Numéro CAS	Polluant ⁽¹⁾	Seuil de rejets (colonne 1)		
			dans l'air (colonne 1a) kg/an	dans l'eau (colonne 1b) kg/an	dans le sol (colonne 1c) kg/an
20		Cuivre et composés (exprimés en tant que Cu) ⁽⁸⁾	100	50	50
21		Mercure et composés (exprimés en tant que Hg) ⁽⁸⁾	10	1	1
22		Nickel et composés (exprimés en tant que Ni) ⁽⁸⁾	50	20	20
23		Plomb et composés (exprimés en tant que Pb) ⁽⁸⁾	200	20	20
24		Zinc et composés (exprimés en tant que Zn) ⁽⁸⁾	200	100	100
25	15972-60-8	Alachlore	–	1	1
26	309-00-2	Aldrine	1	1	1
27	1912-24-9	Atrazine	–	1	1
28	57-74-9	Chlordane	1	1	1
29	143-50-0	Chlordécone	1	1	1
30	470-90-6	Chlorfenvinphos	–	1	1
31	85535-84-8	Chloro-alkanes (C ₁₀ -C ₁₃)	–	1	1
32	2921-88-2	Chlorpyriphos	–	1	1
33	50-29-3	DDT	1	1	1
34	107-06-2	1,2-dichloréthane (DCE)	1.000	10	10
35	75-09-2	Dichlorométhane (DCM)	1.000	10	10
36	60-57-1	Dieldrine	1	1	1
37	330-54-1	Diuron	–	1	1
38	115-29-7	Endosulphan	–	1	1
39	72-20-8	Endrine	1	1	1
40		Composés organohalogénés (exprimés en tant que AOX) ⁽⁹⁾	–	1.000	1.000
41	76-44-8	Heptachlore	1	1	1
42	118-74-1	Hexachlorobenzène (HCB)	10	1	1
43	87-68-3	Hexachlorobutadiène (HCBd)	–	1	1
44	608-73-1	1,2,3,4,5,6-hexachlorocyclohexane (HCH)	10	1	1
45	58-89-9	Lindane	1	1	1
46	2385-85-5	Mirez	1	1	1
47		PCDD + PCDF (dioxines + furannes) (en Teq) ⁽¹⁰⁾	0,0001	0,0001	0,0001
48	608-93-5	Pentachlorobenzène	1	1	1
49	87-86-5	Pentachlorophénol (PCP)	10	1	1
50	1336-36-3	Biphényles polychlorés (PCB)	0,1	0,1	0,1
51	122-34-9	Simazine	–	1	1
52	127-18-4	Tetrachloroéthylène (PER)	2.000	10	–

No	Numéro CAS	Polluant ⁽¹⁾	Seuil de rejets (colonne 1)		
			dans l'air (colonne 1a) kg/an	dans l'eau (colonne 1b) kg/an	dans le sol (colonne 1c) kg/an
53	56-23-5	Tetrachlorométhane (TCM)	100	1	–
54	12002-48-1	Trichloroàenzènes (TCB) (tous les isomères)	10	1	–
55	71-55-6	1,1,1-trichloroéthane	100	–	–
56	79-34-5	1,1,2,2-tetrachloroéthane	50	–	–
57	79-01-6	Trichloréthylène	2.000	10	–
58	67-66-3	Trichlorométhane	500	10	–
59	8001-35-2	Toxaphène	1	1	1
60	75-01-4	Chlorure de vinyle	1.000	10	10
61	120-12-7	Anthracène	50	1	1
62	71-43-2	Benzène	1.000	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾
63		Diphényléthers bromés (PBDE) ⁽¹²⁾	–	1	1
64		Nonyphénol et éthoxylates de nonylphénol (NP/NPE)	–	1	1
65	100-41-4	Ethylbenzène	–	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾
66	75-21-8	Oxyde d'éthylène	1.000	10	10
67	34123-59-6	Isoproturon	–	1	1
68	91-20-3	Naphtalène	100	10	10
69		Composés organostanniques (en tant que Sn total)	–	50	50
70	117-81-7	Phtalate de di (2-éthylhexyle) (DEHP)	10	1	1
71	108-95-2	Phénols (en tant que C total) ⁽¹³⁾	–	20	20
72		Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ⁽¹⁴⁾	50	5	5
73	108-88-3	Toluène	–	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾
74		Tributylétain et composés ⁽¹⁵⁾	–	1	1
75		Triphénylétain et composés ⁽¹⁶⁾	–	1	1
76		Carbone organique total (en tant que C total ou DCO/3)	–	50.000	–
77	1582-09-8	Trifluraline.	–	1	1
78	1330-20-7	Xylènes ⁽¹⁷⁾	–	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾	200 (en tant que BTEX) ⁽¹¹⁾
79		Chlorures (en tant que Cl total)	–	2 millions	2 millions
80		Chlore et composés inorganiques (en tant que HCl)	10.000	–	–
81	1332-21-4	Amiante	1	1	1

No	Numéro CAS	Polluant ⁽¹⁾	Seuil de rejets (colonne 1)		
			dans l'air (colonne 1a) kg/an	dans l'eau (colonne 1b) kg/an	dans le sol (colonne 1c) kg/an
82		Cyanures (sous forme de CN total)	–	50	50
83		Fluorures (en tant que F total)	–	2.000	2.000
84		Fluor et composés inorganiques (en tant que HF)	5.000	–	–
85	74-90-8	acide cyanhydrique (HCN)	200	–	–
86		Particules (PM ₁₀)	50.000	–	–
87	1806-26-4	Octylphénols et éthoxylates d'octylphénol	–	1	–
88	206-44-0	Fluoranthène	–	1	–
89	465-73-6	Isodrine	–	1	–
90	36355-1-8	Hexabromobiphényle	0,1	0,1	0,1
91	191-24-2	Benzo(g,h,i)pérylène		1	

(*) Les rejets de polluants relevant de différentes catégories de polluants sont signalés pour chacune de ces catégories.

- (1) Sauf précision contraire, tout polluant spécifié à l'annexe II est signalé en tant que masse totale de ce polluant ou, si le polluant est un groupe de substances, en tant que masse totale du groupe.
- (2) Le tiret (–) indique que le paramètre et le milieu en question n'entraînent pas une obligation de notification.
- (3) Masse totale des fluorocarbones d'hydrogène: somme de HFC23, HFC32, HFC41, HFC4310mee, HFC125, HFC134, HFC134a, HFC152a, HFC143, HFC143a, HFC227ea, HFC236fa, HFC245ca, HFC365mfc.
- (4) Masse totale des perfluorocarbones: somme de CF₄, C₂F₆, C₃F₈, C₄F₁₀, c-C₄F₈, C₅F₁₂, C₆F₁₄.
- (5) Masse totale des substances énumérées, y compris leurs isomères, dans le groupe VIII de l'annexe I du règlement (CE) No 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (JO L 244 du 29.9.2000, p. 1). Règlement modifié par le règlement (CE) No 1804/2003 (JO L 265 du 16.10.2003, p. 1).
- (6) Masse totale des substances énumérées, y compris leurs isomères, dans les groupes I et II de l'annexe I du règlement (CE) No 2037/2000.
- (7) Masse totale des substances énumérées, y compris leurs isomères, dans les groupes III et VI de l'annexe I du règlement (CE) No 2037/2000.
- (8) Tous les métaux sont signalés en tant que masse totale de l'élément sous toutes les formes chimiques présentes dans le rejet.
- (9) Composés organiques halogénés qui peuvent être absorbés sur charbon actif et exprimé en tant que chlorure.
- (10) Exprimé en tant que I-TEQ.
- (11) Chacun des polluants est soumis à notification s'il y a dépassement du seuil fixé pour BTEX (somme des rejets de benzène, de toluène, d'éthylbenzène et de xylène).
- (12) Masse totale des diphenyléthers brominés suivants: penta-BDE, octa-BDE et déca-BDE.
- (13) Masse totale du phénol et des phénols simples substitués exprimés en tant que carbone total.
- (14) Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) à mesurer pour la déclaration des rejets dans l'air sont le benzo(a)pyrène (50-32-8), le benzo(b)fluoranthène (205-99-2), le benzo(k)fluoranthène (207-08-9) et l'indéno(1,2,3-cd)pyrène (193-39-5) [d'après le règlement (CE) No 850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants (JO L 229 du 29.6.2004, p. 5)].
- (15) Masse totale du tributylétain, exprimée en tant que masse de tributylétain.
- (16) Masse totale des composés de triphénylétain, exprimée en tant que masse de triphénylétain.
- (17) Masse totale du xylène (ortho-xylène, méta-xylène, para-xylène).

*

ANNEXE III

**PRESENTATION DES DONNEES POUR LA NOTIFICATION
DES REJETS ET DES TRANSFERTS PAR LES ETATS MEMBRES
A LA COMMISSION**

Année de référence		
Identification de l'établissement		
Nom de la société mère Nom de l'établissement (exploitant) Numéro d'identification de l'établissement Adresse de correspondance Ville/village Code postal Pays Coordonnées du lieu District hydrographique ⁽¹⁾ Code NACE (4 chiffres) Principale activité économique Volume de production (facultatif) Nombre d'installations (facultatif) Nombre d'heures d'exploitation au cours de l'année (facultatif) Nombre d'employés (facultatif) Zone texte pour informations textuelles ou adresse du site web fournies par l'établissement, ou la société mère (facultatif)		
Toutes activités de l'établissement énumérées à l'annexe I (selon système de codification de l'annexe I et le code IPPC le cas échéant)		
Activité 1 (principale activité de l'annexe I) Activité 2 Activité N		
Données relatives aux rejets dans l'air de l'établissement, pour chaque polluant dépassant la valeur seuil (selon l'annexe II)		Rejets dans l'air
Polluant 1 Polluant 2 Polluant N	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	T: total en kg/an A: accidentel en kg/an
Données relatives aux rejets dans l'eau de l'établissement, pour chaque polluant dépassant la valeur seuil (selon l'annexe II)		Rejets dans l'eau
Polluant 1 Polluant 2 Polluant N	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	T: total en kg/an A: accidentel en kg/an
Données relatives aux rejets dans le sol de l'établissement, pour chaque polluant dépassant la valeur seuil (selon l'annexe II)		Rejets dans le sol
Polluant 1 Polluant 2 Polluant N	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	T: total en kg/an A: accidentel en kg/an

Transferts hors du site de chaque polluant contenu dans les eaux usées destinées à être traitées, en quantités supérieures à la valeur seuil (selon l'annexe II)		
Polluant 1	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée	en kg/an
Polluant 2	C: calculé; méthode de calcul utilisée	
Polluant N	E: estimé	
Transferts hors du site de déchets dangereux dépassant la valeur seuil (selon l'article 5)		
A l'intérieur du pays: pour valorisation (V)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
A l'intérieur du pays: pour élimination (E)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Vers d'autres pays: pour valorisation (V) Nom de l'entreprise assurant la valorisation: Adresse de l'entreprise assurant la valorisation Adresse du site de valorisation qui réceptionne effectivement les déchets	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Vers d'autres pays: pour élimination (E) Nom de l'entreprise assurant l'élimination: Adresse de l'entreprise assurant l'élimination Adresse du site d'élimination qui réceptionne effectivement les déchets	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Transferts hors du site de déchets non dangereux dépassant la valeur seuil (selon l'article 5)		
pour valorisation (V)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
pour élimination (E)	M: mesuré; méthode d'analyse utilisée C: calculé; méthode de calcul utilisée E: estimé	en tonnes/an
Autorité compétente pour les demandes émanant du public		
Nom Adresse de correspondance Ville/village. No de tél. No de fax Adresse électronique		

(1) Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1). Directive modifiée par la décision No 2455/2001/CE (JO L 331 du 15.12.2001, p. 1).

Service Central des Imprimés de l'Etat

5903/01

N° 5903¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

- a) **concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) **portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) **modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(1.7.2008)

Par lettre du 25 juin 2008, Monsieur Lucien Lux, ministre de l'Environnement a soumis les projets de loi et de règlement grand-ducal sous rubrique à l'avis de la Chambre des employés privés.

1. Le projet de loi sous rubrique porte

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE;
- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants;
- modification de la législation commodo/incommodo.

**Création d'un registre européen des rejets
et transferts de polluants**

2. Le règlement européen précité vise à améliorer l'accès du public à l'information en matière d'environnement et partant à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution. Il crée, au niveau de l'Union européenne, un nouveau registre des rejets et transferts de polluants sous forme d'une base de données électronique accessible au public.

Cette base de données répond aux exigences posées par un Protocole des Nations unies. Le registre européen concerne plus de substances que le protocole, ceci pour tenir compte de la législation communautaire existant dans les domaines de l'eau et des polluants organiques persistants. Les délais prévus par le règlement pour la notification des informations sont plus courts que ceux fixés dans le protocole.

Champ d'application du registre

3. Les informations contenues dans ce registre portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils et résulte d'activités déterminées.

Les activités concernées sont notamment des activités qui résultent du fonctionnement des centrales thermiques, des industries extractives et métallurgiques, des usines chimiques, des industries du papier et du bois, ou encore des installations de traitement des déchets et des eaux usées.

Le registre couvre les gaz à effet de serre, les polluants responsables des pluies acides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les métaux lourds et certaines substances cancérigènes comme les dioxines.

Ce registre européen de polluants, remplace en fait un autre registre similaire devenu opérationnel en 2004 en application de la directive 96/61/CE, dite „IPPC“. Le nouveau registre va plus loin, car il porte sur des informations qui concernent un plus grand nombre de polluants et d'activités ainsi que la notification des rejets dans le sol, des rejets de sources diffuses et des transferts hors des sites. En vue d'éviter la coexistence de deux registres, l'un étant d'ailleurs entièrement couvert par l'autre, les dispositions correspondantes de la directive IPPC ont été abrogées.

Fonctionnement du registre

4. La base de données est alimentée de manière régulière avec les informations collectées au niveau national par les Etats membres et transmises à la Commission.

Ces informations sont tout d'abord notifiées à l'autorité nationale compétente par les opérateurs qui exercent une ou plusieurs activités couvertes, lorsque ces activités entraînent des rejets ou des transferts de substances qui dépassent certains seuils.

La Commission, assistée par l'Agence européenne de l'environnement, met les informations de cette base de données à la disposition du public en assurant leur diffusion sur Internet dans un certain délai.

Le projet de loi luxembourgeois

5. Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement européen précité.

Le projet de loi est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement de 2006 ne disposant pas de base légale habilitante.

Ledit règlement grand-ducal s'est d'ailleurs limité à déterminer les autorités compétentes en la matière sans fixer des sanctions pénales applicables aux violations des dispositions du règlement européen, alors que ledit règlement impose aux Etats membres de préciser les sanctions.

6. Les ministres chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement européen précité sont les membres du Gouvernement ayant respectivement l'environnement et la gestion de l'eau dans leurs attributions.

L'Administration de l'environnement est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement européen précité. L'Administration de la gestion de l'eau est toutefois chargée d'exécuter les tâches relatives à l'évaluation de la qualité des rejets dans l'eau.

C'est l'Administration de l'environnement qui est en charge de la notification des données à la Commission européenne.

7. Le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en en précisant les modalités de mise en oeuvre.

L'Administration de l'environnement est chargée d'exploiter et de gérer le registre qui

- est mis à la disposition du public par une diffusion gratuite sur internet,
- comporte un lien avec le registre européen des rejets et des transferts de polluants.

Le projet prévoit le calendrier de transmission des données par les exploitants aux administrations compétentes.

8. Les exploitants des établissements concernés, qui ne respectent pas les conditions et modalités de notification et de qualité des données sont punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 50.000 euros ou d'une de ces peines.

9. Outre l'exécution proprement dite du règlement européen précité, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement

d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi qu'à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées.

L'objectif est d'éviter la coexistence de deux registres, alors que les dispositions correspondantes de la directive IPPC – telles que supprimées par le règlement CE – ont trait au registre auquel s'est substitué le nouveau registre en tant que base de données unique et intégrée en la matière.

10. Les projets de loi et de règlement grand-ducal sous rubrique n'appellent pas de commentaire de la part de la Chambre des employés privés.

Luxembourg, le 1er juillet 2008

Pour la Chambre des Employés privés,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

Service Central des Imprimés de l'Etat

5903/02

N° 5903²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

(30.7.2008)

Le présent projet de loi a pour objet l'exécution du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE. Il vise également la création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants, ainsi que la modification de la législation commodo/incommodo.

En améliorant l'accès du public à l'information en matière d'environnement, le règlement cité ci-dessus vise à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution. La Chambre de Commerce renvoie à son avis du 26 mai 2006 relatif au projet de règlement grand-ducal qui est devenu le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 tel qu'énoncé dans l'intitulé pour toutes considérations relatives au bien-fondé du règlement CE No 166/2006.

Le projet de loi sous avis a pour objet de remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement CE précédemment cité et qui ne visait qu'à déterminer les autorités compétentes en la matière. Le projet de règlement grand-ducal sous avis n'a quant à lui que vocation à abroger le précédent règlement datant de 2006.

Le Conseil d'Etat avait par ailleurs émis ses réserves les plus formelles quant à la légitimité de la base habilitante du règlement grand-ducal, à savoir la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives, ainsi que la sanction des règlements CE dans des mesures dites „techniques“.

L'argumentation du Conseil d'Etat s'appuyait sur le fait que la loi de 1971 ne vise pas le domaine de l'écologie et de l'environnement. Le Conseil d'Etat avait par ailleurs fait valoir que, eu égard à l'article 14 de la Constitution, les amendes prévues dans le règlement grand-ducal de 2006 ne pouvaient en fait intervenir que dans le cadre d'un projet de loi et non pas dans le cadre d'un projet de règlement grand-ducal.

„Le Conseil d’Etat doit émettre les réserves les plus formelles à l’endroit de cette base habilitante dans la mesure où la loi modifiée du 9 août 1971 précitée ne vise pas la matière écologique et d’environnement. Aussi les amendes proposées, vu l’article 14 de la Constitution, ne sauraient intervenir que dans le cadre d’un projet de loi auquel le Conseil d’Etat peut marquer d’ores et déjà son accord.“

La Chambre de Commerce souhaite par ailleurs formuler une remarque quant à la forme: à l’article 2, paragraphe 2, il y a lieu d’harmoniser l’abréviation „1^{er}“. Alors qu’elle apparaît sous la forme „1^{er}“ à la première phrase, elle apparaît sous la forme „1^{er}“ à la seconde phrase.

Enfin, le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal de 2006 est justifié du fait que le règlement grand-ducal initial s’est uniquement cantonné à exécuter le règlement CE No 166/2006 dit règlement „RPTR“ (*Pollutant Release and Transfer Registers*) en déterminant les compétences en la matière.

Suite à l’opposition formelle du Conseil d’Etat relativement à l’impossibilité de fixer des sanctions pénales applicables aux violations du règlement susmentionné, le pouvoir exécutif n’avait en effet pu fixer de telles sanctions alors même que le règlement européen impose aux Etats membres de préciser les sanctions encourues en cas de violation des dispositions dudit règlement. Ce faisant, le recours à la loi devenait indispensable. Les dispositions du présent projet de loi reprenant celles du règlement grand-ducal de 2006, ce dernier n’a par conséquent plus de raison d’être.

Quant à la forme, il convient de revoir le préambule du projet de règlement grand-ducal. La seconde phrase devrait en effet être réécrite de la sorte:

„Vu la loi modifiée du 10 juin 1990 relative aux établissements classés;“

La Chambre de Commerce n’a pas d’autre remarque à formuler.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d’approuver le projet de loi, ainsi que le projet de règlement grand-ducal sous avis.

5903/03

N° 5903³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(4.9.2008)

Par sa lettre du 25 juin 2008, Monsieur le Ministre de l'Environnement a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

L'objet du projet de loi sous avis est la transposition en droit national du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 qui créé, au niveau de l'Union européenne, un registre des rejets et transferts de polluants sous forme d'une base de données électronique accessible au public.

Les informations contenues dans ce registre portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils. Les activités recouvrent en particulier celles de la directive „IPPC“ c'est-à-dire, les activités des centrales thermiques, des industries métallurgiques, des usines chimiques et des installations de traitement des déchets et des eaux usées.

Le présent projet de loi remplace ainsi le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006. Ledit règlement grand-ducal avait exécuté le règlement CE No 166/2006 dit „RPTR“ et avait pour objet la détermination des autorités compétentes en la matière.

Dans son avis du 4 juillet 2006 sur le projet de règlement grand-ducal qui a donné naissance au règlement grand-ducal de 2006, le Conseil d'Etat avait émis des réserves formelles concernant les sanctions et amendes. Une autre forme de transposition est dès lors devenue nécessaire.

Concernant plus particulièrement le contenu du projet de loi, la Chambre des Métiers n'a pas de remarques à formuler.

A part l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi supprime la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Cette suppression ne donne pas lieu à des commentaires de la part de la Chambre des Métiers, puisque le texte initial de l'article 15 de la loi modifiée relative aux établissements classés est maintenant rétabli.

Le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE est abrogé par le projet de règlement grand-ducal sous avis. Vu qu'aucun changement fon-

damental concernant le contenu n'est intervenu, la Chambre des Métiers n'a pas de remarques particulières à formuler.

Dès lors et après consultation de ses ressortissants, la Chambre des Métiers peut approuver le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Luxembourg, le 4 septembre 2008

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

5903/04

N° 5903⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

- a) **concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) **portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) **modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

(19.9.2008)

Par lettre en date du 25 juin 2008, réf.: CF/rn, le ministre de l'Environnement a saisi pour avis notre chambre du projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ainsi que du projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE.

Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement CE. Ledit règlement grand-ducal s'est limité à déterminer les autorités compétentes en la matière.

Le présent projet de loi est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement grand-ducal du 31 juillet 2006¹.

Dans son avis du 4 juillet 2006 sur le projet de règlement grand-ducal précité, le Conseil d'Etat avait émis les réserves les plus formelles à l'endroit de la base habilitante, c.-à-d., la loi modifiée du

¹ Le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 a exécuté le règlement CE no 166/2006, dit „PRTR“. Le projet de loi susénoncé précise notamment certaines modalités d'application et la sanction du règlement PRTR. Voilà pourquoi le règlement grand-ducal de 2006, qui s'est limité à déterminer les compétences en la matière, sans fixer des sanctions pénales applicables aux violations des dispositions du règlement PRTR, alors que ledit règlement impose aux Etats membres de préciser les sanctions, est abrogé.

9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements CE dans les matières dites „techniques“, dans la mesure où ladite loi ne vise pas la matière écologique et d'environnement et avait relevé que les amendes proposées, vu l'article 14 de la Constitution, ne sauraient intervenir que dans le cadre d'un projet de loi auquel la Haute Corporation pouvait marquer d'ores et déjà son accord.

Outre l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi qu'à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées.

Finalement le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en précisant les modalités de mise en oeuvre.

Notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle approuve les projets de loi et de règlement grand-ducal cités sous rubrique.

Luxembourg, le 19 septembre 2008

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur adjoint,
Marcel MERSCH

Le Directeur,
René PIZZAFERRI

5903/05

N° 5903⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

- a) **concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) **portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) **modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

sur le projet de loi et sur le projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT**

(23.10.2008)

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 25 juin 2008, vous avez bien voulu saisir la Chambre d'Agriculture pour avis sur le projet de loi sous rubrique.

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet dont question en assemblée plénière du 6 octobre 2008.

Le projet de loi sous analyse a pour objet de remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'abroger le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006.

Cette façon de procéder est devenue nécessaire étant donné que le règlement européen impose aux Etats membres de préciser des sanctions à appliquer en cas de violation des dispositions, alors que le règlement national n'a pas pu fixer de telles sanctions. D'où le recours au présent projet de loi.

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler.

Veillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Le Secrétaire général,
Robert LEY

Le Président,
Marco GAASCH

Service Central des Imprimés de l'Etat

5903/06

N° 5903⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(11.11.2008)

Par dépêche du 27 juin 2008, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Environnement. Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles ainsi que le texte du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE du Conseil.

Les avis de la Chambre des employés privés, de la Chambre de commerce, de la Chambre des métiers et de la Chambre de travail ont été communiqués au Conseil d'Etat en dates respectivement du 9 juillet 2008, du 8 août 2008, du 11 septembre 2008 et du 3 octobre 2008. L'avis de la Chambre d'agriculture lui a été communiqué en date du 29 octobre 2008.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le règlement (CE) No 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concerne la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifie les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil.

Ce règlement crée, au niveau de l'Union européenne, un registre intégré et cohérent des rejets et transferts de polluants sous forme d'une base de données électronique accessible au public (Pollutant Release and Transfer Registers, PRTR), en tenant compte des obligations du Protocole de Kiev sur les registres des rejets et transferts de polluants.

Le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants a été signé par la Communauté européenne et 36 Etats dont le Luxembourg le 21 mai 2003 lors de la Réunion extraordinaire des Parties à la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement dans le cadre de la cinquième Conférence ministérielle „Un environnement pour l'Europe“ de la Commission économique pour l'Europe (CEE) de l'Organisation des Nations Unies. Le Protocole a été approuvé par la loi du 2 décembre 2005.

Dans son avis du 5 juillet 2005 relatif au projet devenu la loi du 2 décembre 2005 portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003 (*doc.*

parl. No 5445⁴), le Conseil d'Etat a fait remarquer que la création d'un PRTR européen ne dispense pas les Etats membres, lorsqu'ils sont devenus Parties au Protocole, de mettre en place des PRTR au niveau national. Ainsi, le considérant 21 du préambule du règlement (CE) précité précise que ses dispositions ne devraient pas porter atteinte au droit des Etats membres de maintenir ou d'établir un registre des rejets et des transferts de polluants plus exhaustif et davantage accessible au public que celui qu'impose le Protocole.

Il est indispensable que le PRTR luxembourgeois observe un haut degré d'harmonisation avec le PRTR européen pour assurer la comparabilité avec les données des autres Etats membres de l'Union européenne. La configuration de ce registre devrait par ailleurs prévoir la possibilité d'un recueil de données plus exhaustif que celui exigé à l'échelle communautaire.

Le registre national prévu par les auteurs du projet de loi sous avis sera, à l'instar du PRTR européen, gratuitement accessible sur internet. Selon le Conseil d'Etat, l'accessibilité aux informations inscrites dans le registre devra obéir aux exigences de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement, dont l'article 7 prévoit que les autorités publiques organisent la diffusion des informations environnementales qu'elles détiennent ou qui sont détenues pour leur compte par la consultation gratuite sur place, la délivrance de copies, la publication de rapports ainsi qu'au moyen des technologies de télécommunication informatique ainsi que d'autres technologies électroniques disponibles, ainsi que par la création de banques de données auxquelles le public peut avoir accès par ces mêmes technologies, en vue de permettre leur diffusion active et systématique auprès du public.

Conformément à la Convention d'Aarhus, la participation du public devrait être assurée lors de la mise en place des PRTR par sa possibilité de soumettre, à un stade précoce, des observations, des informations, des analyses ou des avis pertinents pour le processus décisionnel.

Le Conseil d'Etat constate que le projet sous avis reste muet quant aux modalités assurant la participation du public lors de la mise en place du PRTR luxembourgeois et insiste pour que cette participation soit précisée dans le texte sous avis.

Suite à l'avis du Conseil d'Etat du 4 juillet 2006 relatif au projet de règlement grand-ducal portant certaines modalités d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil, le projet de loi sous avis fixe les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CE) No 166/2006.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er

Il y a lieu de lire à l'endroit du premier tiret:

„- les ministres ayant respectivement l'Environnement et la Gestion de l'eau dans leurs attributions sont chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement précité,“.

Article 2

Le Conseil d'Etat renvoie à ses observations faites à l'endroit des considérations générales et propose de donner au premier paragraphe de cet article le libellé suivant:

„1. Il est créé un registre national des rejets et des transferts de polluants. L'Administration de l'environnement est chargée d'exploiter et de gérer le registre

- dont l'accès au public est réglé conformément aux dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;
- qui comporte un lien avec le registre européen des rejets et des transferts de polluants et assure un haut degré de comparabilité avec les données du registre européen des rejets et des transferts de polluants.“

La définition du contenu, les conditions et modalités de notification par les exploitants d'établissements, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations, les modalités de la participation du public sont des éléments qui doivent être précisés. L'option prise à cet effet par les auteurs du projet est celle de la voie réglementaire. La réglementation prévue ne peut pas être facultative.

Le Conseil d'Etat propose donc de formuler le paragraphe 4 de l'article 2 comme suit:

„4. La conception et la structure du registre national des rejets et des transferts de polluants, les conditions et modalités de notification par les exploitants d'établissements, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations, les modalités de la participation du public à la mise en place et au développement du registre sont déterminées par règlement grand-ducal.“

Article 3

Cet article fixe les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CE) No 166/2006. Toutefois, il faudrait compléter encore le libellé de l'article sous examen en écrivant:

„... ainsi qu'aux dispositions des règlements grand-ducaux pris en exécution de la présente loi relatives à la communication, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations destinées au registre national prévu à l'article 2, paragraphe 1er.“

Article 4

Cet article abroge la disposition qui assurait l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables et transposait ainsi les dispositions de la directive IPPC ayant trait au registre „EPER“, supprimées par le règlement (CE) No 166/2006. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 novembre 2008.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5903/07

N° 5903⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

- a) **concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) **portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) **modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

(15.1.2009)

La Commission se compose de: M. Roger NEGRI, Président-Rapporteur; MM. Marc ANGEL, Eugène BERGER, Camille GIRA, Charles GOERENS, Robert MEHLEN, Marcel OBERWEIS, Jean-Paul SCHAAF, Marco SCHANK, Romain SCHNEIDER et Mme Martine STEIN-MERGEN, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Environnement, le 9 juillet 2008.

Il a été avisé par la Chambre des Employés privés le 1er juillet 2008, par la Chambre de Commerce le 30 juillet 2008, par la Chambre des Métiers le 4 septembre 2008, par la Chambre de Travail le 19 septembre 2008 et par la Chambre d'Agriculture le 23 octobre 2008. Le Conseil d'Etat a quant à lui rendu son avis en date du 11 novembre 2008.

En date du 19 novembre 2008, la Commission de l'Environnement a désigné M. Roger Negri comme rapporteur du projet de loi; elle a par ailleurs examiné le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Elle a adopté le présent rapport le 15 janvier 2009.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi porte

- exécution du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE;
- création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants;
- modification de la législation commodo/incommodo.

Le règlement CE précité vise à améliorer l'accès du public à l'information en matière d'environnement et partant à contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution. Il crée, au niveau de l'Union européenne, un registre des rejets et transferts de polluants, dénommé „PRTR“ (Pollutant Release and Transfer Register) sous forme d'une base de données électronique accessible au public. Cette base de données répond aux exigences posées par le Protocole à la Commission des Nations unies pour l'Europe sur les registres des rejets et transferts de polluants que la Communauté a signé en mai 2003 et tel qu'il a été approuvé par la loi du 2 décembre 2005 et ratifié le 7 février 2006. Il s'agit du premier accord multilatéral juridiquement contraignant, en dehors des frontières de l'UE concernant les registres des rejets et transferts de polluants. Il vise l'établissement, dans chaque pays membre, de registres cohérents, intégrés et accessibles au public concernant les rejets et transferts de polluants à l'échelle mondiale.

Le registre européen concerne plus de substances que le protocole, ceci pour tenir compte de la législation communautaire existant dans les domaines de l'eau et des polluants organiques persistants. Les délais prévus par le règlement pour la notification des informations sont plus courts que ceux fixés dans le protocole.

Champ d'application du PRTR

Les informations contenues dans ce registre portent sur les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans le sol, ainsi que sur les transferts de déchets et de polluants, lorsque le niveau d'émission de ces substances dépasse certains seuils et résulte d'activités déterminées. Le registre concerne également les rejets de polluants provenant de sources diffuses.

Les activités concernées sont regroupées dans l'annexe I. Elles recouvrent en particulier celles qui figurent dans la directive 2008/1/CE dite „IPPC“ qui remplace la directive 96/61/CE. La directive 2008/1/CE procède à la codification de la directive 96/61/CE. Il s'agit d'une modification formelle visant à regrouper en un seul acte la directive d'origine et ses modifications successives, sans qu'il y ait de modification des dispositions de fond. Les activités visées résultent notamment du fonctionnement des centrales thermiques, des industries extractives et métallurgiques, des usines chimiques, des industries du papier et du bois, ou encore des installations de traitement des déchets et des eaux usées.

L'annexe II énumère les substances concernées. Parmi ces déchets et polluants, le registre couvre les gaz à effet de serre, les polluants responsables des pluies acides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les métaux lourds et certaines substances cancérigènes comme les dioxines.

Fonctionnement du PRTR

La base de données est alimentée de manière régulière avec les informations collectées au niveau national par les Etats membres et transmises à la Commission, à l'exception des informations confidentielles.

Ces informations sont tout d'abord notifiées à l'autorité nationale compétente par les opérateurs qui exercent une ou plusieurs activités mentionnées à l'annexe I, lorsque ces activités entraînent des rejets ou des transferts de substances qui dépassent certains seuils. Le cas échéant, des informations doivent être réunies sur les rejets provenant de sources diffuses.

La Commission européenne, assistée par l'Agence européenne de l'environnement, met les informations de cette base de données à la disposition du public en assurant leur diffusion sur Internet dans un certain délai. Le PRTR européen comprend des liens notamment vers les bases de données constituées par les PRTR nationaux des Etats membres.

Le règlement prévoit la possibilité pour le public de participer à l'extension du registre et à sa modification.

Modalités du registre PRTR

Le PRTR européen remplace le registre européen de polluants, dénommé „EPER“ (European Pollutant Emission Register) qui avait été créé par la décision 2000/479/CE de la Commission et qui était devenu opérationnel après son inauguration le 23 février 2004. Le protocole CEE-ONU et le PRTR européen, tout en suivant la structure du registre „EPER“, vont plus loin, car ils portent sur des infor-

mations qui concernent un plus grand nombre de polluants et d'activités ainsi que la notification des rejets dans le sol, des rejets de sources diffuses et des transferts hors des sites.

Le registre „EPER“ avait été établi en application de la directive 96/61/CE, dite „IPPC“, qui prévoyait en son article 15 que la Commission publie tous les trois ans un inventaire des principales émissions et sources responsables, ceci sur la base des éléments transmis par les Etats membres. En vue d'éviter la coexistence de deux registres, à savoir l'inventaire IPPC et le registre PRTR – qui d'ailleurs couvre entre autres les installations IPPC – et compte tenu du souci d'assurer un enregistrement et une publicité des émissions en provenance des installations IPPC à travers le seul registre PRTR, les dispositions correspondantes de la directive IPPC ont été abrogées.

Projet de loi

Le présent projet de loi est destiné à remplacer le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant sur certaines modalités d'application du règlement CE. Ledit règlement grand-ducal s'est limité à déterminer les autorités compétentes en la matière.

Il est complété par un projet de règlement grand-ducal qui porte abrogation du règlement de 2006.

Dans son avis du 4 juillet 2006 sur le projet de règlement grand-ducal qui a donné lieu à la réglementation de 2006 (doc. parl. 5566, sess. ord. 2005-2006), le Conseil d'Etat avait émis les réserves les plus formelles à l'endroit de la base habilitante c.-à-d. la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements CE dans les matières dites „techniques“, dans la mesure où ladite loi ne vise pas la matière écologique et d'environnement et avait relevé que les amendes proposées, vu l'article 14 de la Constitution, ne sauraient intervenir que dans le cadre d'un projet de loi auquel la Haute Corporation pouvait marquer d'ores et déjà son accord.

La Conférence des Présidents de la Chambre des Députés avait repris à son compte l'argumentation du Conseil d'Etat.

Outre l'exécution proprement dite du règlement CE, le projet de loi modifie la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés en ce sens que les dispositions relatives à la mise à disposition, par l'Administration de l'environnement, d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables, ainsi qu'à l'échange d'informations transfrontière sont supprimées.

Finalement, le projet de loi crée un registre national des rejets et des transferts de polluants, tout en précisant les modalités de mise en oeuvre.

*

III. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Le projet de loi sous rubrique a été avisé par la Chambre des Employés privés le 1er juillet 2008, par la Chambre de Commerce le 30 juillet 2008, par la Chambre des Métiers le 4 septembre 2008, par la Chambre de Travail le 19 septembre 2008 et par la Chambre d'Agriculture le 23 octobre 2008. Les chambres professionnelles approuvent le projet de loi, ainsi que le projet de règlement grand-ducal sous rubrique sans formuler de remarques particulières.

*

IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 11 novembre 2008, le Conseil d'Etat fait remarquer que le PRTR luxembourgeois devra observer un haut degré d'harmonisation avec le PRTR européen pour assurer la comparabilité avec les données des autres Etats membres de l'Union européenne. Il estime par ailleurs que la configuration de ce registre devrait prévoir la possibilité d'un recueil de données plus exhaustif que celui exigé à l'échelle communautaire.

Le Conseil d'Etat constate encore que le projet sous rubrique reste muet quant aux modalités assurant la participation du public lors de la mise en place du PRTR luxembourgeois. Il rappelle que l'accessibilité aux informations inscrites dans le registre devra obéir aux exigences de la loi du 25 novembre

2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement, dont l'article 7 prévoit que les autorités publiques organisent la diffusion des informations environnementales qu'elles détiennent ou qui sont détenues pour leur compte par la consultation gratuite sur place, la délivrance de copies, la publication de rapports, ainsi qu'au moyen des technologies de télécommunication informatique ainsi que d'autres technologies électroniques disponibles, ainsi que par la création de banques de données auxquelles le public peut avoir accès par ces mêmes technologies, en vue de permettre leur diffusion active et systématique auprès du public.

Le Conseil d'Etat est encore d'avis que, conformément à la Convention d'Aarhus, la participation du public devrait être assurée lors de la mise en place des PRTR par sa possibilité de soumettre, à un stade précoce, des observations, des informations, des analyses ou des avis pertinents pour le processus décisionnel.

Pour le détail des observations du Conseil d'Etat concernant les différents articles, il est renvoyé au commentaire des articles ci-dessous.

*

V. COMMENTAIRE DES ARTICLES ET TRAVAUX DE LA COMMISSION

Article 1er

L'objectif de l'article 1er est de préciser les ministres compétents chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement CE. L'Administration de l'environnement et l'Administration de la gestion de l'eau sont les administrations chargées d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement. C'est l'Administration de l'environnement qui est en charge de la notification des données à la Commission européenne.

Le Conseil d'Etat propose de libeller le premier tiret comme suit: „– les ministres ayant respectivement l'Environnement et la Gestion de l'eau dans leurs attributions sont chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement précité,“. Cette proposition est suivie. L'article se lira donc:

Art. 1er. Aux fins d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE,

- *les ministres ayant respectivement l'Environnement et la Gestion de l'eau dans leurs attributions sont chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement précité,*
- *l'Administration de l'environnement est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement précité et tout particulièrement en relation avec les articles 7, 9, 15 et 16 dudit règlement,*
- *l'Administration de la gestion de l'eau est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement précité en relation avec l'article 9 dudit règlement pour ce qui est des rejets dans l'eau.*

Article 2

La création d'un registre national répond à l'obligation contractée par le Luxembourg dans le cadre du Protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et des transferts de polluants. Ce Protocole a été signé à Kiev le 21 mai 2003 et a fait l'objet de la loi d'approbation du 2 décembre 2005. C'est l'Administration de l'environnement qui est en charge de l'exploitation et de la gestion dudit registre; une coopération étroite entre ladite administration et l'Administration de la gestion de l'eau est prévue pour ce qui est des rejets dans l'eau. L'article précise que les conditions, modalités et formats de fourniture de données par les exploitants peuvent être précisés par règlement grand-ducal. Il détermine notamment le calendrier de transmission des données par les exploitants aux administrations compétentes.

Le Conseil d'Etat propose une nouvelle formulation aux paragraphes 1er et 4 de cet article. Dans les deux cas, la commission décide de suivre les suggestions de la Haute Corporation. L'article sous rubrique se lira donc comme suit:

Art. 2. 1. Il est créé un registre national des rejets et des transferts de polluants. L'Administration de l'environnement est chargée d'exploiter et de gérer le registre

- dont l'accès au public est réglé conformément aux dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;
- qui comporte un lien avec le registre européen des rejets et des transferts de polluants et assure un haut degré de comparabilité avec les données du registre européen des rejets et des transferts de polluants.

2. *La première année de référence pour les données à fournir en vertu du règlement (CE) No 166/2006 dont question à l'article 1er est l'année 2007.*

Pour la première année de référence, les exploitants sont tenus de fournir les données requises avant le 1er mars 2009. Pour toutes les années de référence suivantes, les exploitants sont tenus de fournir les données requises avant le 1er juillet de l'année qui suit l'année de référence respective.

3. *Les données sont transmises à l'Administration de l'environnement. Les données concernant les rejets dans les eaux sont simultanément transmises à l'Administration de la gestion de l'eau, qui procède à une évaluation desdites données et informe l'Administration de l'environnement des résultats de l'évaluation.*

4. La conception et la structure du registre national des rejets et des transferts de polluants, les conditions et modalités de notification par les exploitants d'établissements, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations, les modalités de la participation du public à la mise en place et au développement du registre sont déterminées par règlement grand-ducal.

Article 3

L'article 3 énumère les articles du règlement (CE) No 166/2006 dont la violation est susceptible de sanctions pénales. Le Conseil d'Etat propose de compléter le libellé de l'article sous examen en écrivant: „... ainsi qu'aux dispositions des règlements grand-ducaux pris en exécution de la présente loi relatives à la communication, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations destinées au registre national prévu à l'article 2, paragraphe 1er.“. La Commission de l'Environnement fait sienne cette proposition. L'article se lira comme suit:

Art. 3. Seront punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement les infractions aux dispositions des articles 5, 6 et 9 du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE ainsi qu'aux dispositions des règlements grand-ducaux pris en exécution de la présente loi relatives à la communication, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations destinées au registre national prévu à l'article 2, paragraphe 1er.

Article 4

Cet article abroge la disposition qui assurait l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables et transposait ainsi les dispositions de la directive IPPC ayant trait au registre EPER, supprimées par le règlement (CE) No 166/2006. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat et se lit comme suit:

Art. 4. *A l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, la deuxième phrase de l'alinéa 2 est supprimée.*

*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Environnement recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la teneur suivante:

*

VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

- a) **concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE**
- b) **portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants**
- c) **modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

Art. 1er. Aux fins d'application du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE,

- les ministres ayant respectivement l'Environnement et la Gestion de l'eau dans leurs attributions sont chargés de coordonner les tâches prévues par le règlement précité,
- l'Administration de l'environnement est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement précité et tout particulièrement en relation avec les articles 7, 9, 15 et 16 dudit règlement,
- l'Administration de la gestion de l'eau est chargée d'exécuter les tâches administratives prévues par le règlement précité en relation avec l'article 9 dudit règlement pour ce qui est des rejets dans l'eau.

Art. 2. 1. Il est créé un registre national des rejets et des transferts de polluants. L'Administration de l'environnement est chargée d'exploiter et de gérer le registre

- dont l'accès au public est réglé conformément aux dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;
- qui comporte un lien avec le registre européen des rejets et des transferts de polluants et assure un haut degré de comparabilité avec les données du registre européen des rejets et des transferts de polluants.

2. La première année de référence pour les données à fournir en vertu du règlement (CE) No 166/2006 dont question à l'article 1er est l'année 2007.

Pour la première année de référence, les exploitants sont tenus de fournir les données requises avant le 1er mars 2009. Pour toutes les années de référence suivantes, les exploitants sont tenus de fournir les données requises avant le 1er juillet de l'année qui suit l'année de référence respective.

3. Les données sont transmises à l'Administration de l'environnement. Les données concernant les rejets dans les eaux sont simultanément transmises à l'Administration de la gestion de l'eau, qui procède à une évaluation desdites données et informe l'Administration de l'environnement des résultats de l'évaluation.

4. La conception et la structure du registre national des rejets et des transferts de polluants, les conditions et modalités de notification par les exploitants d'établissements, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations, les modalités de la participation du public à la mise en place et au développement du registre sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 3. Seront punies d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement les infractions aux dispositions des articles 5, 6 et 9 du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE ainsi qu'aux dispositions des règlements grand-ducaux pris en exé-

cution de la présente loi relatives à la communication, l'assurance et l'évaluation de la qualité des informations destinées au registre national prévu à l'article 2, paragraphe 1er.

Art. 4. A l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, la deuxième phrase de l'alinéa 2 est supprimée.

Luxembourg, le 15 janvier 2009

Le Président-Rapporteur,
Roger NEGRI

Service Central des Imprimés de l'Etat

5903/08

N° 5903⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(3.3.2009)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 13 février 2009 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE
- b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants
- c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 10 février 2009 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 11 novembre 2008;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 3 mars 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5903 - Dossier consolidé : 67

5903



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 53

23 mars 2009

S o m m a i r e

REGISTRE DES REJETS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS

- Règlement grand-ducal du 13 mars 2009 abrogeant le règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N° 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE page 700**
- Loi du 13 mars 2009**
- a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N° 166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE
 - b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants
 - c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés . . . 700
- Règlement grand-ducal du 13 mars 2009 relatif**
- a) à la conception et la structure du registre national des rejets et des transferts de polluants
 - b) aux conditions et modalités de notification, d'assurance et d'évaluation de la qualité des informations à fournir pour la tenue du registre
 - c) aux modalités de participation du public à la mise en place et au développement du registre 701